

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 271

1^{er} février 2008

SOMMAIRE

Abad International S.A.	12984	Hera Linco Luxco S.à r.l.	12982
Abax Professional Services	12981	Hestia S.A.	12980
Adviser I Funds	12983	Hottinger Research and Marketing Servi- ces S.A.	12980
Adviser II Funds	12982	Hottinger Royalties & Trademarks S.A.	12980
Agrindus S.A.	12966	Immobilière Internationale S.A.	12964
Amaranth Advisors (Luxembourg) S.à r.l.	12983	Innovation Immobilière S.A.	12978
Analogic Holding Luxembourg S.à r.l.	12994	Italy Invest Sàrl	12963
Arcavest Project s.à r.l.	12978	Jali S.A.	12978
Arcavest Project s.à r.l.	12966	JP Residential III S.à r.l.	13008
Aurêka S.A.	12965	Koch Investments (Luxembourg) S.à r.l.	12985
Barguzin Participation S.A.	12962	Lodam Real Estate S.A.	12967
Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 1 S.à r.l.	13007	Lux-Vending S.A.	12965
Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 2 S.à r.l.	13005	Mapi S.A.	12982
Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 3 S.à r.l.	13007	Morango S.A.	12962
Bluetouch Investments (Luxembourg) S.à r.l.	13006	Neried Finance S.A.	12966
Boucle Locale Radio B.V./ S.à r.l.	12981	New Communications Participations S.A.	12965
Chamly International S.A.	12979	OPIT B S.à r.l.	12995
Cifac S.A.	12964	Polish Purple Investments S.à r.l.	12985
C.I.P.I. S.A.	12963	Salieri Securitization S.A.	12967
Claes Frostell RC S.à r.l.	12980	Sama Trademark Investments B.V.	13006
ColTour S.à r.l.	12984	Signum 4 S.A.	12984
Corpimago S.A.	12982	SOGEVA, Société de Gestion de Valeurs Mobilières et Immobilières.	12979
Darmo Investment S.à r.l.	13007	S.Participations S.A.	12981
Dexia Micro-Credit Fund	12964	S-Process Equipment International S. à r.l.	13004
Dexia Micro-Credit Fund	12965	Status S.à r.l.	13004
European Financial Control S.A.	12983	SZL	12963
EURX Alpha Investment S.à r.l.	12979	TDS Europe	13005
EURX Antalya Investment S.à r.l.	12979	Treveria G S.à r.l.	13006
EURX Investment I S.à r.l.	12980	Univar Monaco Luxembourg S.à r.l.	13008
EURX Joseph II Investment S.à r.l.	12980	VALERES Konstruktioun S.A.	12967
Giada S.A.	12962		

Giada S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 118.748.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2008.

GIALU S.A.

M. Kara / R. Donati

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008009929/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2008, réf. LSO-CM01248. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Morango S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 65.463.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2008.

MORANGO S.A.

J.-M. Heitz / M.-F. Ries-Bonani

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008009930/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM02921. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Barguzin Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 87.481.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 6 décembre 2007

Résolution:

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2005/2006 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Luca Checchinato, employé privé, demeurant à Luxembourg, président;

Giulio Pampuro, entrepreneur, demeurant à Milan (Italie), administrateur délégué;

Dominique Audia, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes:

PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008010073/24/24.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02747. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

SZL, Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 62, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 56.002.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006, ainsi que les informations et documents annexes, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008009984/255/13.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, réf. LSO-CL05493. - Reçu 46 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080005849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

C.I.P.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 53.579.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008009985/802/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03137. - Reçu 32 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080005847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Italy Invest Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 130.962.

EXTRAIT

Il résulte du contrat de transfert de parts du 14 septembre 2007, que la société SHRM CORPORATE SERVICES S.à r.l., une société de droit luxembourgeois au capital social de EUR 12.500,-, ayant son siège social au 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange, enregistrée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-78.100 et associée unique de la Société a cédé à:

- 250 parts sociales à la société STATUTO LUX HOLDING Sarl, une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Schuttrange, enregistrée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-95.326

- 250 parts sociales à la société UBS AG, LONDON BRANCH, une société de droit Suisse, ayant sa succursale au 1, Finsbury avenue, Londres E2M2PP, enregistré au «Registar of Companies for England and Wales» sous le numéro FC021146

Suite à ce transfert, les parts sociales sont réparties comme suit: SHRM CORPORATE SERVICES S.à r.l. ne détient désormais plus aucune part; STATUTO LUX HOLDING Sarl détient 250 parts et UBS AG, LONDON BRANCH détient 250 parts.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Registre des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 décembre 2007.

SHRM FINANCIAL SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2008010077/1081/29.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03392. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080005419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Immobilière Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 83.793.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008009988/802/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03151. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Dexia Micro-Credit Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 66.258.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2008.

Pour DEXIA MICRO-CREDIT FUND

RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008009991/1126/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM02190. - Reçu 58 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Cifac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 4.890.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 21 décembre 2007

Résolutions:

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2007 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Carlo Santoiemma, employé privé, demeurant à Luxembourg, président;

Luca Checchinato, employé privé, né le 6 décembre 1960 à San Bellino (RO), Italie, demeurant à 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;

Mme Cristobalina Moron, employée privée, née le 21 novembre 1968 à Florange, France, demeurant à 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes:

ComCo S.A., 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008010071/24/27.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02760. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Dexia Micro-Credit Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 66.258.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2008.

Pour DEXIA MICRO-CREDIT FUND

RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008009992/1126/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM02187. - Reçu 56 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Aurêka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6756 Grevenmacher, 2, Klängenbergsgässel.
R.C.S. Luxembourg B 99.489.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2008009993/1267/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03326. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Lux-Vending S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 7, rue des Tilleuls.
R.C.S. Luxembourg B 109.093.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour LUX-VENDING SA

Signatures

Référence de publication: 2008009994/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM02038. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

NCP, New Communications Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 59.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006, ainsi que les informations et documents annexes, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008010009/255/13.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02412. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Neried Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 29.328.

Constituée en date du 18 novembre 1988 suivant acte reçu par Maître Réginald Neuman, notaire de résidence à L-Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n ° 41 du 15 février 1989;
Statuts modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en date du 30 janvier 2003 suivant acte reçu par Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à L-Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil C n ° 263 du 12 mars 2003.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires du 7 décembre 2007 que:

- L'assemblée a pris acte de la démission avec effet immédiat du commissaire aux comptes CERTIFICA LUXEMBOURG S.à r.l., avec siège social à L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur et inscrite au R.C.S Luxembourg sous le numéro B 86.770 en date du 23 novembre 2007.

- La société REVILUX S.à r.l., avec siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Ste Croix et inscrite au R.C.S Luxembourg sous le numéro B 25.549, est nommée nouveau commissaire aux comptes en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire.

- REVILUX S.à r.l. terminera le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 11 décembre 2007.

Pour la société

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2008010039/687/25.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07645. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Arcavest Project s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 66.711.

Suite à la cession de parts du 4 décembre 2007, le capital de la Sarl susmentionnée est réparti comme suit:

ARCAVEST S.A.

100 parts sociales.

Le 4 décembre 2007.

M. Valvasori

Gérant

Référence de publication: 2008010093/759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL03077. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Agrindus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 21.186.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2008.

Pour AGRINDUS S.A., société anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG, société anonyme

M. Wagner / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2008010280/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM02179. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Lodam Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9657 Harlange, 15, rue Villers.

R.C.S. Luxembourg B 73.901.

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 28 novembre 2007:

- que LIGHTHOUSE SERVICES SàRL a été révoquée avec effet immédiat la société de son mandat de Commissaire aux Comptes

- qu'en remplacement du Commissaire aux Comptes révoqué a été nommé Monsieur Denis Bousseau, né le 3 octobre 1949 à La Verrie (F) et demeurant 15, rue de Villers, L-9657 Harlange. Son mandat s'achèvera avec la tenue de l'assemblée générale ordinaire prévue en 2013.

En outre l'adresse de Madame Marie-Françoise Moriniere, administrateur délégué, est fixée au 15, rue de Villers à L-9657 Harlange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008010052/607/20.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM01968. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

VALERES Konstruktioun S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 22, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 81.984.

Madame Godelieve Buyl, administrateur, est domiciliée Paddenpoelstraat, 2 à B-3150 Haacht.

Monsieur Jean-Pol Clart administrateur, est domicilié 46, avenue Jean Baptiste Nothomb à B-6700 Arlon.

Monsieur Nicolas Van Schap administrateur est domiciliée Hendrik van Beethovenlaan, 12 à B-2580 Putte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008010055/607/16.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM01980. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Salieri Securitization S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 134.958.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the thirteenth day of December.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

STICHTING PERYTON, a foundation (Stichting) established under the laws of The Netherlands, having its statutory office in The Netherlands at 1079 LH Amsterdam, Amsteldijk 166, registered with the Amsterdam Chamber of Commerce under number 34288499.

Being represented by Flora Gibert, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacities, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited company, which it declared to establish (the «Company»).

BY-LAWS

Chapter I.- Name, Registered office, Object, Duration**1. Form, name**

1.1 The Company is hereby formed as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies (the «1915 Law»)) and by the present articles (the «Articles»). The Company shall be subject to the law dated 22 March 2004 on securitisation (the «Securitisation Law»).

1.2 The Company exists under the firm name of SALIERI SECURITIZATION S.A.

2. Registered office

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the «Board of Directors») is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

3. Object

3.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

3.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

3.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

() subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;

() sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Board of Directors, the sole director or any person appointed for such purpose shall approve at such time;

() in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;

() in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;

() enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;

() issue bonds, notes or any other form of debt securities (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and

() enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.a. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities.

3.4 In accordance with the Securitisation Law, the Board of Directors is entitled to create one or more compartments corresponding each to a separate part of the Company's estate.

3.5 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

4. Segregation. All assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment. Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment, the Board of Directors or the Sole Director may use such excess assets to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

5. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II - Capital

6. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (€ 31,000.-), divided into three hundred and ten (310) registered shares with a par value of one hundred Euro (€ 100.-) each, fully paid up (by 100%).

7. Form of the shares. The shares are in registered form and subject to legal conditions.

8. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions which the Board of Directors or the Sole Director shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares which are not fully paid up.

9. Modification of capital

9.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

Chapter III - Bonds, Notes and other Debt instruments

10. Registered or bearer form. The Company may issue bonds, notes or other debt instruments under registered or bearer form. Bonds, notes or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV - Directors, Board of directors, External auditors

11. Board of directors or sole director

11.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (each a «Director»), who need not be shareholders.

11.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director, named the Sole Director, until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

11.3 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

11.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

12. Meetings of the board of directors

12.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the «Chairman») from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

12.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies.

12.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

12.6 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

12.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

12.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

13. General powers of the board of directors / Sole director.

13.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

13.2 The Board of Directors or the Sole Director of the Company is authorised to create one or more compartments, representing the assets of the Company financed with the proceeds of a specific issue by the Company of securities and corresponding each to a separate part of the Company's estate and the Board of Directors is authorised to transfer, assign and dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Law.

14. Delegation of powers

14.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine.

14.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

15. Representation of the company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two Directors together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

16. External auditor

16.1 The accounts of the Company are audited by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the Board of Directors or by the Sole Director.

16.2 The external auditors are re-eligible.

17. Conflict of interests.

17.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm, provided paragraph 17.3 is complied with.

17.2 Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.3 In the event that any Director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board of Directors such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such Director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company.

17.4 If there is only one director, by derogation to paragraph 17.3, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest conflicting with the one of the Company. The provisions of the preceding paragraphs are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company or of the Director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

Chapter V - General meeting of shareholders

18. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders

18.1 The Company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

18.2 If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

18.3 In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

18.4 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

18.5 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

18.6 The shareholders are entitled to vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention. For the calculation of the quorum, are only taken into account the forms received by the company three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

18.7 The shareholders are entitled to participate to the meeting by visioconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

18.8 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

18.9 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the shareholders present or represented.

18.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

19. Place and date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the last Friday of June at 15:00 o'clock, and for the first time in 2009.

20. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the shareholders which together represent one fifth of the capital of the Company.

21. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VI - Business year, Distribution of profits

22. Business year

22.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2008.

22.2 The Board of Directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

23. Distribution of profits

23.1 Each year at least five per cent of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

23.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

23.3 The Board of Directors may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VII - Dissolution, Liquidation

24. Dissolution, liquidation

24.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

24.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders.

24.3 If no liquidators are appointed by the general meeting of shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidators vis-à-vis third parties.

Chapter VIII - Applicable law

25. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Securitisation Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed for 310 (three hundred and ten) shares as follows:

	shares
STICHTING PERYTON	310
Total: three hundred and ten shares	310

All these shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one thousand Euro (€ 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about five thousand Euro.

First resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, STICHTING PERYTON, considering itself as duly convened, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting of the shareholders passed the following resolutions:

0. The Company's address is fixed at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

0. The following have been elected as Directors, each with a mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2013:

) Alexis Kamarowsky, company director, with professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

) Federigo Cannizzaro Di Belmontino, company director, with professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

) Jean-Marc Debaty, company director, with professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendsieben, am dreizehnten Dezember.

vor Maître Joseph Elvinger, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzog Luxemburg.

Erschien:

STICHTING PERYTON, eine Stiftung (Stichting) nach dem Recht der Niederlande mit Sitz in 1079 LH Amsterdam, Amsteldijk 166, eingetragen bei der Handelskammer Amsterdam unter 34288499,

vertreten durch Flora Gibert, Juristin, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, die, durch die Erschienenene und den unterzeichneten Notar mit ne varietur paraphiert, dieser Urkunde beigelegt bleibt und zeitgleich mit dieser bei den Registerstellen eingereicht wird.

Die Erschienenene, handelnd in der oben genannten Eigenschaft, hat den Notar gebeten, die nachfolgende Satzung einer Aktiengesellschaft («Gesellschaft») zu erstellen, die sie nach eigener Aussage zu errichten wünscht.

SATZUNG

Kapitel I.- Firma, Sitz, Dauer des Bestehens, Gesellschaftszweck

1. Rechtsform, Firma

25.1 Die Gesellschaft wird hiermit als luxemburgische Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet, für die das Recht des Großherzogtums Luxemburg (und insbesondere das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften («Gesetz von 1915»)) und die vorliegende Satzung («Satzung») gilt. Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 22. März 2004 über die Verbriefung («Gesetz über die Verbriefung»).

25.2 Die Gesellschaft hat die Firma SALIERI SECURITIZATION S.A.

26. Sitz

26.1 Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

26.2 Der Sitz kann durch einen Beschluss des Alleinaktionärs, bzw. im Falle des Vorhandenseins mehrerer Aktionäre durch einen den Anforderungen an Satzungsänderungen genügenden Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung in eine andere Gemeinde innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

26.3 Der Verwaltungsrat der Gesellschaft («Verwaltungsrat») ist ermächtigt, die Adresse der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde zu verlegen, in der sich der Sitz der Gesellschaft befindet.

26.4 Sollten außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder unmittelbar bevorstehen, aufgrund derer Einschränkungen der üblichen Abläufe am Sitz der Gesellschaft oder der Kommunikation mit dem Ausland zu erwarten sind, kann der Sitz der Gesellschaft bis zu einer vollständigen Normalisierung dieser Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Eine solche Entscheidung lässt die Nationalität der Gesellschaft unberührt, die ungeachtet der Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Sitzverlegung ins Ausland trifft der Verwaltungsrat.

27. Gesellschaftszweck

27.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, im Rahmen einer oder mehrerer unter das Gesetz über die Verbriefung fallende und durch dieses Gesetz geregelte Verbriefungsgeschäfte als Erwerber und/oder Emittent zu fungieren.

27.2 Die Gesellschaft kann Rechtsgeschäfte vornehmen, durch die sie unmittelbar oder mittelbar über eine andere Gesellschaft Risiken erwirbt oder übernimmt, die mit Forderungen, anderen Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten Dritter verbunden sind oder einigen oder allen Tätigkeiten Dritter innewohnen. Der Erwerb oder die Übernahme derartiger Risiken durch die Gesellschaft wird dadurch finanziert, dass die Gesellschaft selbst oder eine andere Verbriefungsgesellschaft Wertpapiere ausgeben, deren Wert oder Rendite von den seitens der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt.

27.3 Unbeschadet der vorstehenden allgemein gültigen Regelung darf die Gesellschaft insbesondere

() von internationalen Institutionen und Organisationen, souveränen Staaten, Kapital- oder Personengesellschaften begebene Wertpapiere und Finanzinstrumente (im weitesten Sinne) zeichnen oder in sonstiger geeigneter Weise erwerben;

() ihre Vermögenswerte in einer Weise und zu einem Preis verkaufen, übertragen, abtreten oder belasten oder anderweitig darüber verfügen, wie von dem Verwaltungsrat, dem Alleinverwaltungsrat oder einer anderen mit dieser Aufgabe betrauten Person zu dem betreffenden Zeitpunkt gebilligt;

() zur Förderung ihres Gesellschaftszwecks ihre Vermögenswerte, Wertpapiere oder sonstigen Finanzinstrumente verwalten, einsetzen oder anderweitig verwenden, und im Rahmen von Artikel 61 Abs. 3 des Gesetzes über die Verbriefung an den von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerten und Rechten Garantien oder Sicherheiten in Form von Pfandrechten oder Grundpfandrechten bestellen;

() in Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte Wertpapierleihen und Wertpapierpensionsgeschäfte abschließen;

() Derivatgeschäfte (insbesondere Swaps, Futures, Forwards und Optionsgeschäfte) und vergleichbare Transaktionen abschließen und durchführen;

() Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel (auch in Form von Beteiligungsrechten), Aktienwerte ausgeben, deren Wert oder Rendite von den von der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt; and

() als Kreditnehmer Darlehensvereinbarungen im Rahmen des Gesetzes über die Verbriefung eingehen, insbesondere zum Zwecke der Finanzierung des Erwerbs oder der Übernahme von Risiken (vor Ausgabe der Wertpapiere oder allgemeiner, sofern die Gesellschaft als Erwerber tätig wird), Zahlungs- oder andere Verpflichtungen erfüllen, die ihr aufgrund der von ihr gehaltenen Wertpapiere oder aufgrund von Verträgen obliegen, die sie in Zusammenhang mit ihren Tätigkeiten abgeschlossen hat.

27.4 Gemäß dem Gesetz über die Verbriefung ist der Verwaltungsrat berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen zu bilden, die jeweils einem gesonderten Teil des Gesamtvermögens der Gesellschaft entsprechen.

27.5 Die Gesellschaft kann Maßnahmen zum Schutz ihrer Rechte treffen und Transaktionen jeglicher Art vornehmen, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen, oder dem Gesellschaftszweck nützen und geeignet sind, seine Erreichung oder Förderung voranzubringen.

28. Absonderung von Vermögenswerten. Sämtliche Vermögenswerte, die einem Teilvermögen zugeordnet sind, stehen ausschließlich zur Verfügung der diesbezüglichen Anleger und derjenigen Gläubiger, deren Ansprüche in Zusammenhang mit Einrichtung, Betrieb oder Auflösung dieses Teilvermögens entstanden sind. Unbeschadet dessen gilt, dass, falls nach vollständiger Tilgung oder Rückzahlung der Kreditverbindlichkeiten der Gesellschaft, die einem Teilvermögen zuzuordnen sind und nach vollständiger Erfüllung und vollständigem Erlöschen aller Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber sonstigen Gläubigern, deren Ansprüche in Zusammenhang mit solchen Kreditverbindlichkeiten oder Einrichtung, Betrieb oder Auflösung des betreffenden Teilvermögens entstanden sind, noch Vermögenswerte des betreffenden Teilvermögens übrig bleiben, der Verwaltungsrat oder der Alleinverwaltungsrat diese überschüssigen Vermögenswerte verwenden darf,

um die Ansprüche derjenigen Gläubiger der Gesellschaft zu begleichen, deren Ansprüche nicht einem bestimmten Teilvermögen zugeordnet werden können.

29. Dauer des Bestehens. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Kapitel II - Kapital

30. Kapital. Das gezeichnete Kapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Namensaktien mit einem Nennwert von jeweils einhundert Euro (EUR 100,-) und ist (zu 100%) voll eingezahlt.

31. Form der Aktien. Die Aktien lauten auf den Namen und unterliegen den jeweiligen rechtlichen Bestimmungen.

32. Zahlungen auf Aktien. Zahlungen auf Aktien, die zum Zeitpunkt der Zeichnung noch nicht voll eingezahlt waren, können zu dem Zeitpunkt und zu den Bedingungen erfolgen, wie von dem Verwaltungsrat oder dem Alleinverwaltungsrat jeweils festgelegt. Eingeforderte Einzahlungen auf Aktien werden von allen in Umlauf befindlichen und nicht voll eingezahlten Aktien zu gleichen Teilen eingefordert.

33. Kapitalerhöhungen oder -Herabsetzungen

33.1 Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Aktionäre erhöht oder herabgesetzt werden, der den rechtlichen Anforderungen an Beschlüsse zur Satzungsänderung entsprechen muss.

33.2 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien innerhalb der rechtlich vorgesehenen Grenzen zurückkaufen.

Kapitel III - Anleihen, Schuldverschreibungen und andere Schuldtitel

34. Namens- oder Inhaberpapiere. Die Gesellschaft kann Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel als Namens- oder Inhaberpapiere begeben. Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel, die als Namenspapiere begeben wurden, können nicht in Inhaberpapiere umgetauscht oder umgewandelt werden.

Kapitel IV - Verwaltungsratmitglieder, Verwaltungsrat, Externe Prüfer

35. Verwaltungsrat oder Alleinverwaltungsrat

35.1 Bei Vorhandensein mehrerer Aktionäre sind die Geschäfte der Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat zu führen, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht (jeweils «Verwaltungsratsmitglied» genannt), bei denen es sich nicht um Aktionäre handeln muss.

35.2 Wenn die Gesellschaft von einem Alleinaktionär gegründet wird oder anlässlich einer Hauptversammlung festgestellt wird, dass nur ein Aktionär in der Gesellschaft verbleibt, so sind die Geschäfte der Gesellschaft entweder von einem Verwaltungsrat zu führen, der bis zur nächsten Hauptversammlung aus einem Verwaltungsratsmitglied besteht und als Alleinverwaltungsrat bezeichnet wird, oder von mindestens drei Verwaltungsratsmitgliedern. Eine juristische Person kann Mitglied des Verwaltungsrats oder Alleinverwaltungsrat der Gesellschaft sein. In einem solchen Falle muss die juristische Person einen ständigen Vertreter benennen, der diese Aufgabe namens und im Auftrag der juristischen Person erfüllt. Die jeweilige juristische Person kann ihren ständigen Vertreter nur seines Amtes entheben, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernennt.

35.3 Die Verwaltungsratsmitglieder oder der Alleinverwaltungsrat werden von der Hauptversammlung für einen Zeitraum von höchstens sechs Jahren bestellt und können wiedergewählt werden. Sie können jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung ihres Amtes enthoben werden. Sie bleiben solange im Amt, bis ihre Nachfolger ernannt worden sind. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied ohne Angabe der Amtsdauer ernannt wird, gilt es als für einen Zeitraum von sechs Jahren ab Ernennung ernannt.

35.4 Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes oder Ausscheidens eines Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung abhalten und mit einer Mehrheit der Stimmen ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt, bis die nächste Hauptversammlung stattfindet, die zur Bestätigung dieser Wahl aufgefordert werden wird.

36. Sitzungen des Verwaltungsrats

36.1 Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden («Vorsitzender»). Der erste Vorsitzende kann von der ersten Hauptversammlung ernannt werden. Wenn der Vorsitzende nicht anwesend sein kann, wird er durch ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt, das zu diesem Zwecke aus der Mitte der bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitglieder gewählt wird.

36.2 Die Sitzungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden oder einem beliebigen Verwaltungsratsmitglied einberufen. Falls alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, können sie auf die Einhaltung der mit der Einberufung der Sitzung verbundenen Anforderungen und Formalitäten verzichten.

36.3 Der Verwaltungsrat kann nur wirksam zusammenkommen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder durch Stimmrechtsbevollmächtigte ordnungsgemäß vertreten ist.

36.4 Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats handeln, indem es schriftlich ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Stimmrechtsbevollmächtigten bestellt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied auch telefonisch zur Vertretung ermächtigen, was einer späteren schriftlichen Bestätigung bedarf.

36.5 Sämtliche Beschlüsse des Verwaltungsrats bedürfen einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Abstimmungen ist im Fall von Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

36.6 Video- und Telefonkonferenzen sind zulässig, wobei jedes teilnehmende Verwaltungsratsmitglied, das alle anderen unter Einsatz der entsprechenden Technologie teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder hören und von diesen gehört werden kann, als anwesend gilt und zur Abstimmung per Video oder Telefon ermächtigt ist.

36.7 Eine wirksame Beschlussfassung des Verwaltungsrats kann mit schriftlicher Zustimmung und persönlicher Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder im Umlaufverfahren erfolgen. Die Zustimmung kann in einem oder mehreren gesonderten Dokumenten enthalten sein, die per Fax oder E-Mail übermittelt werden. Auf diesem Wege gefasste Beschlüsse sind ebenso gültig und wirksam wie bei ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrats gefasste Beschlüsse. Das Datum der Beschlussfassung ist das Datum der zuletzt geleisteten Unterschrift.

36.8 Stimmabgaben können auch auf anderem Wege, beispielsweise per Fax, E-Mail oder Telefon erfolgen, wobei im letzteren Falle die Stimmabgabe einer schriftlichen Bestätigung bedarf.

36.9 Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrats werden von allen bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Auszüge werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern beglaubigt.

37. Allgemeine Befugnisse des Verwaltungsrats / Alleinverwaltungsrats

37.1 Dem Verwaltungsrat oder dem Alleinverwaltungsrat stehen die weitest möglichen Befugnisse zur Vornahme von Verwaltungs- und Verfügungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu. Sämtliche Befugnisse, die nicht von Rechts wegen ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

37.2 Der Verwaltungsrat oder der Alleinverwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen zu bilden, die jeweils für Vermögenswerte der Gesellschaft stehen, die mit dem Erlös einer bestimmten Emission von Wertpapieren der Gesellschaft finanziert wurden und die jeweils einem gesonderten Teil des Gesamtvermögens der Gesellschaft entsprechen, und der Verwaltungsrat ist berechtigt, gemäß dem Gesetz über die Verbriefung Vermögenswerte der Gesellschaft zu übertragen, abzutreten und darüber zu verfügen.

38. Übertragung von Befugnissen

38.1 Der Verwaltungsrat oder der Alleinverwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und zur Vertretung der Gesellschaft im Rahmen des Tagesgeschäfts auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats, Geschäftsführer oder andere Amtsträger übertragen, bei denen es sich nicht um Aktionäre der Gesellschaft handeln muss; die näheren Bedingungen und die übertragenen Befugnisse legt der Verwaltungsrat fest.

38.2 Der Verwaltungsrat oder der Alleinverwaltungsrat kann sämtliche Befugnisse oder spezielle Aufgaben auch an Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein brauchen, alle Amtsträger und Angestellten entlassen und deren Bezüge festlegen.

39. Vertretung der Gesellschaft. Eine Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten erfolgt durch die alleinige Unterschrift des Alleinverwaltungsrats, wenn die Gesellschaft einen Alleinverwaltungsrat hat; durch die gemeinsame Unterschriften zweier Verwaltungsratsmitglieder, wenn die Gesellschaft mehrere Verwaltungsratsmitglieder hat, oder durch die alleinige Unterschrift einer Person, der eine solche Unterschriftsbefugnis von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder dem Alleinverwaltungsrat der Gesellschaft übertragen wurde, jedoch nur, soweit diese Befugnis reicht.

40. Externe Prüfer

40.1 Die Konten der Gesellschaft werden von einem oder mehreren vom Verwaltungsrat oder Alleinverwaltungsrat bestellten externen Prüfern (external auditors, réviseurs d'entreprises) geprüft.

40.2 Die externen Prüfer können wiedergewählt werden.

41. Interessenkonflikte

41.1 Verträge oder sonstige Rechtsgeschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht dadurch beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Amtsträger (officer) der Gesellschaft ein persönliches Interesse an der anderen Gesellschaft oder Firma haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Amtsträger oder Angestellte der anderen Gesellschaft oder Firma sind, sofern die Bestimmungen der Ziffer 17.3 beachtet werden.

41.2 Ein Verwaltungsratsmitglied oder Amtsträger der Gesellschaft, welcher als Verwaltungsratsmitglied, Amtsträger oder Angestellter in einer Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, ist nicht allein aufgrund dieser Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Firma gehindert, über alle mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung verbundenen Fragen zu beraten, abzustimmen oder damit zusammenhängende Handlungen auszuführen.

41.3 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder Amtsträger der Gesellschaft gegebenenfalls ein den Interessen der Gesellschaft entgegenstehendes persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat, teilt dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Amtsträger dem Verwaltungsrat das entgegenstehende persönliche Interesse mit und nimmt bezüglich dieses Rechtsgeschäfts nicht an Beratungen oder Abstimmungen teil. Von dem Rechtsgeschäft sowie dem persönlichen Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder Amtsträgers wird der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft berichtet.

41.4 Wenn es nur ein Verwaltungsratsmitglied gibt, so wird abweichend von Ziffer 17.3 im Protokoll nur erwähnt, dass bei dem betroffenen Geschäft ein Interessenkonflikt zwischen der Gesellschaft und ihrem Alleinverwaltungsrat besteht. Die Regelungen in den vorstehenden Absätzen sind nicht anwendbar auf Beschlüsse des Verwaltungsrats der Gesellschaft oder des Verwaltungsratsmitglieds, die Angelegenheiten des Tagesgeschäfts betreffen, für die üblichen Konditionen gelten.

Kapitel V - Hauptversammlung

42. Befugnisse des Alleinaktionärs / der Hauptversammlung

42.1 Einen Alleinaktionär der Gesellschaft kann es bei Gründung der Gesellschaft geben, oder wenn alle Aktien der Gesellschaft von einer einzelnen Person gehalten werden. Tod oder Auflösung des Alleinaktionärs führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

42.2 Wenn es nur einen Aktionär gibt, kommen diesem Alleinaktionär sämtliche Befugnisse zu, die der Hauptversammlung zustehen; Beschlussfassungen erfolgen schriftlich.

42.3 Wenn es mehrere Aktionäre gibt, vertritt die Hauptversammlung sämtliche Aktionäre der Gesellschaft. Ihr stehen die weitest möglichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung von Angelegenheiten der Gesellschaft zu.

42.4 Eine Hauptversammlung wird durch eine Einladung einberufen, die mindestens fünfzehn Tage vor der Versammlung an jeden Inhaber von Namensaktien per Einschreiben verschickt wird. Falls alle Aktionäre anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind und angeben, dass sie von der Tagesordnung unterrichtet wurden, können sie auf die Einhaltung sämtlicher Anforderungen an Einberufung der Versammlung und Veröffentlichung der Tagesordnung verzichten.

42.5 Ein Aktionär kann sich bei einer Aktionärsversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder auf vergleichbarem Wege) bestellten Stellvertreter vertreten lassen, der kein Aktionär sein muss, und ist dementsprechend berechtigt, sich bei der Abstimmung durch einen Stimmrechtsbevollmächtigten vertreten zu lassen.

42.6 Die Aktionäre sind berechtigt, mittels eines Formulars, das eine Zustimmung, Ablehnung oder Stimmenthaltung vorsieht, im Umlaufverfahren abzustimmen. Nur die Formulare, die spätestens drei (3) Tage vor der Hauptversammlung bei der Gesellschaft eingegangen sind, werden bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit der Gesellschaft berücksichtigt.

42.7 Die Aktionäre sind berechtigt, über Videokonferenz oder Telekommunikationsmedien, anhand derer man sie identifizieren kann, an der Versammlung teilzunehmen; sie gelten für die Zwecke der Feststellung der Beschlussfähigkeit und Ermittlung der Mehrheit als anwesend. Insoweit verwendete Kommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen ständig zu übertragen sind.

42.8 Wenn nicht von Rechts wegen oder in der Satzung abweichend geregelt, werden alle Beschlüsse der Jahreshauptversammlung oder Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der Stimmen gefasst, ungeachtet des durch diese Stimmen jeweils vertretenen Kapitals.

42.9 Eine zur Änderung von Bestimmungen der Satzung einberufene außerordentliche Hauptversammlung kann nur wirksam beraten, wenn mindestens die Hälfte des Kapitals vertreten ist und die geplanten Satzungsänderungen sich der Tagesordnung entnehmen lassen. Wenn die erste dieser Bedingungen nicht erfüllt ist, kann eine zweite Versammlung in der in der Satzung oder von Rechts wegen vorgeschriebenen Weise einberufen werden. In der entsprechenden Einladung ist die Tagesordnung erneut mitzuteilen und Datum und Ergebnisse der vorangegangenen Versammlung anzugeben. Die zweite Versammlung kann unbeschadet des Anteils des dort vertretenen Kapitals wirksam beraten. Bei einer ersten oder zweiten Versammlung derartigen Inhalts bedarf eine Beschlussfassung einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Aktionäre.

42.10 Eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder eine Erhöhung oder Verringerung der Verbindlichkeiten der Aktionäre der Gesellschafter kann allerdings nur einvernehmlich durch alle Aktionären und unter Einhaltung aller anderen rechtlichen Erfordernisse beschlossen werden.

43. Zeit und Ort der Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung wird jeweils am letzten Freitag im Juni um 15 Uhr, erstmalig im Jahr 2009, an einem Ort in der Stadt Luxemburg abgehalten, der in der Einladung näher angegeben wird.

44. Weitere Hauptversammlungen. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann weitere Hauptversammlungen einberufen. Eine Hauptversammlung ist auf Verlangen von Aktionären einzuberufen, die gemeinsam ein Fünftel des Kapitals der Gesellschaft vertreten.

45. Stimmen. Jede Aktie gewährt eine Stimme. Ein Aktionär kann bei jeder Hauptversammlung, selbst bei der Jahreshauptversammlung, handeln, indem er schriftlich eine andere Person bevollmächtigt.

Kapitel VI - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

46. Geschäftsjahr

46.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Januar und endet am letzten Tag des Dezember eines jeden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2008 endet.

46.2 Der Verwaltungsrat erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung. Er legt diese Unterlagen zusammen mit einem Geschäftsbericht (report of the operations) der Gesellschaft mindestens einen Monat vor der Jahreshauptversammlung den externen Prüfern vor, die einen Bericht mit einer Bewertung der vorgelegten Unterlagen erstellen.

47. Gewinnausschüttung

47.1 Jedes Jahr sind mindestens fünf Prozent der Nettogewinne den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisen. Eine solche Zuweisung zu den Rücklagen ist nicht mehr verpflichtend, sofern und solange die gesetzlichen Rücklagen mindestens ein Zehntel des Kapitals der Gesellschaft ausmachen.

47.2 Nachdem die Zuweisung zu den gesetzlichen Rücklagen erfolgt ist, entscheidet die Hauptversammlung über Verwendung und Ausschüttung der Nettogewinne.

47.3 Der Verwaltungsrat kann beschließen, gemäß den rechtlich vorgeschriebenen Bedingungen Interimsdividenden auszuschütten.

Kapitel VII - Auflösung, Liquidation

48. Auflösung, Liquidation

48.1 Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden, für den die selben Anforderungen an Beschlussfähigkeit und Mehrheitsverhältnisse gelten wie für die Änderung der Satzung.

48.2 Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, erfolgt die Abwicklung durch einen oder mehrere von der Hauptversammlung bestellte Liquidatoren.

48.3 Wenn keine Liquidatoren von der Hauptversammlung bestellt werden, gelten die Verwaltungsratsmitglieder bzw. der Alleinverwaltungsrat gegenüber Dritten als Liquidatoren.

Kapitel VIII - Geltendes Recht

49. **Geltendes Recht.** Sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 und des Gesetzes über die Verbriefung.

Zeichnung und Zahlung

Nach Errichtung der Satzung hat die vorstehend genannte Partei 310 (dreihundertzehn) Aktien wie nachstehend angegeben gezeichnet:

	Aktien
STICHTING PERYTON	310
Insgesamt: dreihundertzehn Aktien	310

Diese Aktien sind sämtlich voll eingezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft sofort zur freien Verfügung steht, wie gegenüber dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der Notar, der die vorliegende Urkunde errichtet, erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind und bezeugt deren Erfüllung hiermit ausdrücklich.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragen sind bzw. ihr in Rechnung gestellt werden, wurden auf ca. fünf tausend Euro geschätzt.

Erste Beschlüsse des Alleinaktionärs

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei STICHTING PERYTON, die die Versammlung als ordnungsgemäß einberufen erachtet, in Vertretung des gesamten gezeichneten Kapitals und in Ausübung der Befugnisse der Hauptversammlung die folgenden Beschlüsse gefasst:

0. Als Anschrift der Gesellschaft wird 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg vorgesehen.

0. Die folgenden Personen wurden als Verwaltungsratsmitglieder gewählt, wobei ihr Amt jeweils anlässlich der im Jahre 2013 abzuhaltenden Jahreshauptversammlung endet:

a) Alexis Kamarowsky, Geschäftsführer, geschäftsansässig 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

b) Federigo Cannizzaro Di Belmontino, Geschäftsführer, geschäftsansässig 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

c) Jean-Marc Debaty, Geschäftsführer, geschäftsansässig 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, und dem englischen Text noch eine deutsche Version folgt. Auf Wunsch der Erschienenen hat im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version Vorrang.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde, an dem eingangs genannten Tag in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen, die dem Notar mit Familiennamen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, unterzeichneten die besagten Erschienen gemeinsam mit dem Notar diese Originalurkunde.

Gezeichnet: F. Gibert, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2007, Relation: LAC/2007/41098. — Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2008010080/211/579.

(080005534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Jali S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8053 Bertrange, 79, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 99.214.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 6 juin 2007

Monsieur Jean-Paul Elvinger, demeurant au 52, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, est reconduit aux fonctions de commissaire aux comptes pour une période de 3 ans, de sorte que le mandat arrive à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2010.

Signature.

Référence de publication: 2008010058/574/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03116. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Arcavest Project s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 66.711.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 4 décembre 2007:

1. d'accepter la démission de Marina Valvasori comme gérant de la société.
2. de nommer Janice Allgrove, employée privée, née le 7 mai 1960 à Londres (GB), de nationalité britannique, demeurant professionnellement au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société, à compter du 4 décembre 2007.

Luxembourg, le 4 décembre 2007.

Pour ARCAVEST PROJECT S.à r.l.

J. Allgrove

Gérant

Référence de publication: 2008010092/759/19.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL03088. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Innovation Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 100.167.

—
Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 2007, la démission de Mme Jeannette Sauro, 2, Via Dogana Vecchia/Via Nassa, CH-6901 Lugano, et la cooptation de M. Athos Caroni, Via Gaggini da Bissone 4, CH-6900 Lugano en date du 26 avril 2007 au Conseil d'Administration ont été ratifiées. Le mandat du nouvel administrateur définitivement élu s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2009.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Pour *INNOVATION IMMOBILIERE S.A.*

EXPERTA LUXEMBOURG

C. Royemans / L. Heck

Référence de publication: 2008010059/1017/17.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2008, réf. LSO-CM00198. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Chamly International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 62.755.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 20 décembre 2007

Résolutions:

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2007 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Dominique Billion, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;

Luca Checchinato, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;

Marco Gostoli, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Andrea Castaldo, employé privé, demeurant à Luxembourg, président.

Commissaire aux comptes:

ComCo S.A., 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008010075/24/24.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02751. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

SOGEVA, Société de Gestion de Valeurs Mobilières et Immobilières., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 4.132.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 9 janvier 2008.

Pour la société

P. Decker

Notaire

Référence de publication: 2008010199/206/13.

(080005716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

EURX Antalya Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. EURX Alpha Investment S.à r.l.).

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 128.585.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 50264 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2008010193/211/12.

(080005865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

**EURX Joseph II Investment S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EURX Investment I S.à.r.l.).**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 124.735.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 50263 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2008010194/211/12.

(080005868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

**Hottinger Research and Marketing Services S.A., Société Anonyme,
(anc. Hottinger Royalties & Trademarks S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 126.539.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 9 janvier 2008.

Pour la société

P. Decker
Notaire

Référence de publication: 2008010195/206/14.

(080005479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Hestia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 87.089.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires en date du 1^{er} septembre 2007 que la démission de M. Joost Tulkens en tant qu'administrateur est acceptée avec effet au 1^{er} août 2007.

M. Frank Walenta, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès à L-2636 Luxembourg a été nommé nouvel administrateur avec effet au 1^{er} août 2007. Il terminera le mandat de son prédécesseur qui prendra fin lors de l'assemblée générale de l'année 2013.

Luxembourg, le 20 décembre 2007.

B. Zech.

Référence de publication: 2008010090/724/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03705. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Claes Frostell RC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 113.538.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la société

L'associé unique a pris les décisions suivantes:

La confirmation de la nomination avec effet au 12 octobre 2007 de M. Nicolaas Johannes Alexander Van Zeeland avec adresse professionnelle au 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, comme gérant de la société pour une durée indéterminée.

La confirmation de la nomination avec effet au 12 octobre 2007 de Mrs Michelle Marie Carvill avec adresse professionnelle au 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, comme gérant de la société pour une durée indéterminée.

L'acceptation des démissions avec effet au 12 octobre 2007 de BELVAUX NOMINEES LTD comme gérant unique de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S-HR&M FINANCIAL SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Domiciliaire de sociétés

Signature

Référence de publication: 2008010079/1081/23.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03382. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

S.Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8226 Mamer, 2, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 97.320.

—
*Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société
qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 7 novembre 2007*

Résolution

L'assemblée accepte la démission avec effet immédiat du mandat d'administrateur de Monsieur René Moris, demeurant à L-6975 Rameldange, 28, am Bounert.

L'assemblée accepte la démission avec effet immédiat du mandat de commissaire aux comptes de Madame Carla Machado, demeurant à L-1329 Luxembourg, 18A, rue du Château.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 7 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008010081/1801/18.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08805. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Abax Professional Services, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 134.965.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 9 janvier 2008.

Pour la société

P. Decker

Notaire

Référence de publication: 2008010171/206/13.

(080006156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Boucle Locale Radio B.V./ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 685.750,00.

Siège de direction effectif: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 129.917.

—
Il résulte d'un acte sous seing privé du 27 décembre 2006 que la société NORTHSTAR ayant son siège social à 20, cité Malesherbes, F-75009 Paris, immatriculée auprès du registre de commerce de Paris sous le numéro 424 076 941, a cédé 107 parts sociales de la Société BOUCLE LOCALE RADIO B.V./S.à.r.l. à Monsieur Nicolas ver Hulst, demeurant à 20, cité Malesherbes, F-75009 Paris.

Luxembourg, le 20 décembre 2007.
BOUCLE LOCALE RADIO B.V./ S.à r.l.
EXPERTA LUXEMBOURG
C. Day-Royemans / L. Heck

Référence de publication: 2008010084/1017/18.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM02235. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Mapi S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 73.253.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2006, ainsi que les informations et documents annexes, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008010172/255/13.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07513. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Hera Linco Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Senningerberg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 112.720.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 50222 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2008010211/211/11.

(080005658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Corpimago S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 81.932.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 janvier 2008.

J.-J. Wagner
Notaire

Référence de publication: 2008010210/239/12.

(080005566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Adviser II Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 116.177.

—
Hiermit teilen wir mit, dass mit Wirkung zum 31. Oktober Frau

Beate Manhart, geschäftsansässig in Deutschland, D-81241 München, Landsberger Strasse 428

das Verwaltungsratsmandat der Gesellschaft niedergelegt hat und dass mit Wirkung zum 1. November 2007 Herr

Dr. Josef Zellner, geschäftsansässig in Deutschland, D-81241 München, Landsberger Strasse 428

für Frau Manhart cooptiert wird,

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 2. November 2007.
Für die ADVISER II FUNDS (SICAV)
Geschäftsführung AXXION SA
(vertraglich bestellte Verwaltungsgesellschaft)
R. Mertes

Référence de publication: 2008010088/6633/20.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03700. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Amaranth Advisors (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 54.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 105.802.

Par résolution signée en date du 28 novembre 2007, l'associé unique a renouvelé le mandat de Monsieur Xavier Pauwels, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant qu'administrateur de catégorie B avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice se terminant au 31 décembre 2007 et qui se tiendra en 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008010109/581/16.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02708. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

European Financial Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 70.009.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 16 octobre 2007

Démission de Madame Maria Farias en tant qu'administrateur de la Société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Madame Catherine Roux, demeurant professionnellement 16, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, en remplacement de Madame Maria Farias, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle de 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Administrateur

Référence de publication: 2008010091/817/18.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03592. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Adviser I Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 74.992.

Hiermit teilen wir mit, dass mit Wirkung zum 31. Oktober Frau

Beate Manhart, geschäftsansässig in Deutschland D-81241 München, Landsberger Strasse 428

das Verwaltungsratsmandat der Gesellschaft niedergelegt hat und dass mit Wirkung zum 1. November 2007 Herr

Dr. Josef Zellner, geschäftsansässig in Deutschland, D-81241 München, Landsberger Strasse 428

für Frau Manhart cooptiert wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 2. November 2007.
Für die ADVISER I FUNDS (SICAV)
Geschäftsführung AXXION SA
(vertraglich bestellte Verwaltungsgesellschaft)
R. Mertes

Référence de publication: 2008010089/6633/20.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008, réf. LSO-CM03697. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Abad International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 121.275.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 décembre 2007

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 12 février 2007 de coopter à la fonction d'administrateur Madame Catherine Guffanti en remplacement de Monsieur Patrice Yande administrateur sortant.

L'assemblée Générale décide que le mandat d'administrateur de Mme Catherine Guffanti, administrateur coopté, prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2011.

Extrait sincère et conforme

ABAD INTERNATIONAL S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008010096/1022/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03301. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Signum 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 106.992.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2008.

Pour SIGNUM 4 S.A., société anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG, société anonyme

M. Wagner / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2008010283/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM02169. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

ColTour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 20.630,00.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 1, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 125.850.

—
EXTRAIT

Il résulte de trois contrats de cession sous seing privé intervenus en date du 18 septembre 2007, que:

La Société ColTour HOLDINGS S.à.r.l., société à responsabilité limitée dont le siège social est 1, rue du Saint Esprit, L-1475 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.984, est devenue propriétaire de 20.630 parts sociales de la Société ColTour S.à.r.l. pour les avoir acquises, ainsi, auprès de:

C8 LA TOUR S.à.r.l., 1, rue du Saint Esprit, L-1475 Luxembourg - 9.077 parts sociales

CZ2 LA TOUR S.à.r.l., 1, rue du Saint Esprit, L-1475 Luxembourg - 9.077 parts sociales

MENA LA TOUR S.à.r.l., 1, rue du Saint Esprit, L-1475 Luxembourg - 2.476 parts sociales.

Suite à ces transferts, dûment acceptés par la Société, ColTour HOLDINGS S.à.r.l. est devenue l'associé unique de ColTour S.à.r.l.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Plo le Gérant

V. Reveilliez

Mandataire habilité

Référence de publication: 2008010094/4025/25.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007, réf. LSO-CL06054. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Koch Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.155.375,00.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 75.987.

—
EXTRAIT

Suite à la liquidation de l'Associé de la Société en date du 7 novembre 2007 avec effet au 31 août 2007, les parts sociales sont transférées de KFG, L.P. à KIG, L.P., ayant son siège social au 50 Cedar Avenue HM11 Hamilton Bermudes.

A compter du 31 août 2007, les 41.376 parts sociales de catégorie A, les 81.613 parts de classe B, les 81.613 parts de classe C, les 81.613 parts de classe D, de la Société sont détenues par KIG, L.P., prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 20 décembre 2007.

Pour extrait conforme

ATOZ

Signature

Référence de publication: 2008010097/4170/20.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2008, réf. LSO-CM02137. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Polish Purple Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 135.020.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-sixth of October.

Before Us Maître Martine Schaeffer, civil law notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of the company established in the British Virgin Islands under the denomination of POLISH PURPLE INVESTMENTS LTD, and having its registered office at 6, 3rd Floor, Qwomar Trading Building, P.O Box 875 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, incorporated under the British Virgin Islands Laws by virtue of the Memorandum and the Articles of Association dated June 4, 2004.

The meeting begins at eleven thirty a.m., Mr Pierre-Yves Champagnon, private employee, with professional address at 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mr Raymond Thill, maître en droit, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Corinne Petit, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

The Chairman then states that:

I. It appears from an attendance list established and certified by the members of the bureau that the one hundred (100) shares of a par value of one US dollar (USD 1.-) each, representing the total issued capital of one hundred US dollars (USD 100.-) are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon

the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the persons present or represented at the meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the proxyholder of the two shareholders all represented and the members of the bureau, shall remain attached to the present deed, together with the proxy to be filed at the same time with the registration authorities.

II. The agenda of the meeting is worded as follows:

1.- Ratification of the resolution passed in the British Virgin Islands by the sole Director on October 20, 2007, which resolved, among other matters, to transfer the registered office from the British Virgin Islands to Luxembourg.

2.- Confirmation of the transfer of the Company's registered office to Luxembourg, and change of the nationality of the Company, at the present time of British Virgin Islands nationality, to a company of Luxembourg nationality.

3.- Approval of the balance sheet and opening patrimonial statement of the Company henceforth of Luxembourg nationality, all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, remaining, without limitation, in their entirety in the ownership of the Luxembourg company which will continue to own all the assets and will continue to assume all the liabilities and commitments of the Company previously of British Virgin Islands nationality.

4.- Total restating of the Articles of Association of the Company for the purpose of its transfer and continuation in the Grand Duchy of Luxembourg under the name of POLISH PURPLE INVESTMENTS S.à r.l. and under the form of a «société à responsabilité limitée».

5.- Confirmation of the establishment of the registered office at L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer, with immediate effect.

6.- Acceptance of the resignation of the current manager and appointment of a new manager.

7.- Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The General Meeting ratifies the resolutions passed in the British Virgin Islands, by the sole Director on October 20, 2007 by which it was resolved among other matters:

«2.1. The company moves from the British Virgin Islands to the Grand Duchy of Luxembourg.»

Second resolution

The General Meeting confirms the transfer of the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and the change of the nationality of the Company, at the present time of British Virgin Islands nationality, to a company of Luxembourg nationality.

Third resolution

The General Meeting approves the opening patrimonial statement of the Company henceforth of Luxembourg nationality, specifying all the patrimonial values as well as all the items of the British Virgin Islands Company's financial statements as of October 25, 2007, and states that all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, without limitation, remain in their entirety in the ownership of the Luxembourg Company which continues to own all the assets and continues to assume all the liabilities and commitments of the Company previously of British Virgin Islands nationality.

Said financial statements, after signature *in varietur* by the appearers and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Fourth resolution

The General Meeting resolves to adopt for the Company the form of a «société à responsabilité limitée» under the name of POLISH PURPLE INVESTMENTS S.à r.l. and to adopt the Articles of Association of the Company, which after total restating, in order to conform them to the Luxembourg law, will have henceforth the following wording:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name POLISH PURPLE INVESTMENTS S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company.

Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a Societe de Participations Financières according to the applicable provisions.

3.2. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.3. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies in which it has a direct or indirect interest to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5. The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate. It may further execute all works of renovations and transformations as well as the maintenance of these assets.

3.6. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at one million eight hundred thousand euro (EUR 1,800,000.-) represented by one thousand eight hundred (1,800) shares in registered form with a par value of one thousand euro (EUR 1,000.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, by any manager of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by a majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the share-

holders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. The general meeting of members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

1) The first financial year after the continuation of the Company in Luxembourg, which began on October 26, 2007 shall end on December 31, 2007.

2) The first annual general meeting of shareholders under Luxembourg law shall be held in 2008.

Fifth resolution

The General Meeting confirms the establishment of the registered office at 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg with immediate effect.

Sixth resolution

The General Meeting confirms as manager SOLON DIRECTOR LIMITED, a company having its registered office at Suite E-2, Union Court Building, Elizabeth Avenue and Shirley Street, Nassau, Bahamas for an indefinite period.

Valuation

For registration purposes the net value of the Company transferred is estimated at one million eight hundred and seven thousand eight hundred and fifty-one point eighty (1,807,851.80.-) euro.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at twelve a.m.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed,

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-six octobre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société établie aux Iles Vierges Britanniques sous la dénomination de POLISH PURPLE INVESTMENTS LTD, avec siège social au 6, 3rd Floor, Qwomar Trading Building, P.O Box 875 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, constituée sous le régime légal des Iles Vierges Britanniques, en vertu du memorandum et des statuts datés du 4 juin 2004.

La séance est ouverte à onze heures trente sous la présidence de Monsieur Pierre-Yves Champagnon, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Corinne Petit, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cent (100) actions d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, toutes les personnes présentes ou représentées à l'assemblée ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant la signature de la mandataire des deux actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Entérinement des résolutions prises aux Iles Vierges Britanniques par l'administrateur unique le 20 octobre 2007 qui ont décidé, entre autres, de transférer le siège social des Iles Vierges Britanniques à Luxembourg.

2.- Confirmation du transfert du siège social de la Société à Luxembourg et changement de la nationalité de la Société actuellement de nationalité des Iles Vierges Britanniques en société de nationalité luxembourgeoise.

3.- Approbation du bilan et de la situation patrimoniale d'ouverture de la Société devenue luxembourgeoise, tous les actifs et tous les passifs de la Société auparavant de nationalité des Iles Vierges Britanniques, tout compris et rien excepté, restant la propriété de la société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs et à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société auparavant de nationalité des Iles Vierges Britanniques.

4.- Refonte totale des statuts de la Société en vue de son transfert et de sa continuation au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination de POLISH PURPLE INVESTMENTS S.à r.l. et sous la forme d'une «société à responsabilité limitée».

5.- Confirmation de l'établissement du siège social à L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer, avec effet immédiat.

6.- Acceptation de la démission de l'administrateur actuel et nomination d'un nouvel administrateur.

7.- Divers.

Après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, l'assemblée a pris, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale entérine les résolutions prises aux Iles Vierges Britanniques, par l'administrateur unique le 20 octobre 2007, par lesquelles il a été décidé entre autres:

«2.1. La société est transférée des Iles Vierges Britanniques vers le Grand-Duché de Luxembourg ...»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale confirme le transfert du siège social au Grand-Duché de Luxembourg et le changement de la nationalité de la Société, actuellement de nationalité des Iles Vierges Britanniques, en une société de nationalité luxembourgeoise.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale approuve la situation patrimoniale d'ouverture de la Société devenue luxembourgeoise, indiquant toutes les valeurs patrimoniales ainsi que toutes les rubriques du bilan de la société des Iles Vierges Britanniques, tel qu'établi à la date du 25 octobre 2007 et constate que tous les actifs et tous les passifs de la Société auparavant de nationalité des Iles Vierges Britanniques, tout compris et rien excepté, restent dans leur totalité la propriété de la Société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs ainsi qu'à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société auparavant de nationalité des Iles Vierges Britanniques.

Ledit état financier, après signature ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, demeurera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide d'adopter pour la Société la forme d'une «société à responsabilité limitée» sous la dénomination de POLISH PURPLE INVESTMENTS S.à r.l. et d'adopter les statuts de la Société, lesquels, après refonte totale, de manière à les rendre conformes à la loi luxembourgeoise, auront désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination POLISH PURPLE INVESTMENTS S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège Social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société sera considérée comme une Société de Participations Financières selon les mesures en vigueur.

3.2 Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.3 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société dans laquelle elle détient un intérêt direct ou indirect, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.4 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.5 La société pourra acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers. Elle pourra en outre effectuer tous travaux de rénovations et de transformations ainsi que la maintenance de ces biens.

3.6 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales**Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital de la Société est fixé à un million huit cent mille euros (EUR 1.800.000,-) représenté par mille huit cents (1.800) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les co-propriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle aura été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi ou il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation**Art. 7. Conseil de gérance.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'(ne) est(ont) pas nécessairement associé(s).

7.2. Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum (sans aucune raison).

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus qu'un gérant, du conseil de gérance, lequel aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, par tout gérant de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la seule signature de tout gérant, ou, par la signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des présents Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement à tout engagement valablement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où un tel engagement est en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyé(e)s par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts;

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémuné-

ration. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social après la continuation de la Société à Luxembourg, qui a commencé le 26 octobre 2007 se terminera le 31 décembre 2007.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires sous régime le légal luxembourgeois se tiendra en 2008.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale confirme l'établissement du siège social de la Société au 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg avec effet immédiat.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale confirme comme gérant SOLON DIRECTOR LIMITED, avec siège social à Suite E-2, Union Court Building, Elizabeth Avenue and Shirley Street, Nassau, Bahamas, et le nomme pour une période indéterminée.

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement la valeur nette de la Société transférée est évaluée à un million huit cent sept mille huit cent cinquante et un virgule quatre-vingt (1.807.851,80) euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à douze heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P-Y. Champagnon, R. Thill, C. Petit, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2007. LAC/2007/33966. — Reçu 18.078,52 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Pour copie conforme délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008010568/5770/495.

(080006691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Analogic Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 102.751.

Par résolution signée en date du 23 novembre 2007, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Alex A van Adzin, avec adresse au 43, Washington Street, MA 01890 Winchester, Etats-Unis, de son mandat de gérant avec effet immédiat.

- Nomination de Monsieur John Fry, avec adresse professionnelle au 8, Centennial Drive, MA 01960 Peabody, Etats-Unis, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008010099/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02672. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

OPIT B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 135.023.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twelfth of December.

Before Maître Jean Seckler, notary public, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

The company (société anonyme) OPITTOP S.A., a company incorporated under Luxembourg Laws, with registered office in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, not yet registered to the Trade and Companies Register of Luxembourg,

duly represented by Ms Aurélie Melchior, Avocat à la Cour, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, by virtue of a proxy under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person representing the sole incorporator and by the notary will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

Such incorporator, represented as here above stated, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company («société à responsabilité limitée») governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Corporate Object

Art. 1. Form - Name. There is hereby established between the subscribers and all those who may become members in the future, a Company with limited liability («société à responsabilité limitée») governed by Luxembourg law, under the name of OPIT B S.à r.l. (hereinafter referred to as the «Company»).

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred within the municipality by resolution of the board of managers of the Company.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

If political, economical or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, as determined by the management of the Company, the registered office may be temporally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg Company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 4. Corporate Object. The object of the Company is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, option or in any other way.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to companies of the group, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

Without prejudice to the generality of the object of the Company, this latter may do all or any of the following:

- acquisition, possession, administration, sale, exchange, transfer, trade and investment in and alienation of shares, bonds, funds, notes, evidences of indebtedness and other securities, borrowing of money and issuance of notes therefore, as well as the lending of money to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to companies of the group; excluding any banking activity

- acquisition of income arising from the disposal or licensing of copyrights, patents, designs, secret processes, trademarks or other similar interests;

- rendering of technical assistance;

- participation in and management of other companies.

The Company may borrow in any form and proceed to the private issue of bonds, notes, securities, debentures and certificates, provided that they are not freely negotiable and that they are issued in registered form only.

In a general fashion, the Company may carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II. Capital - Units

Art. 5. Share Capital. The subscribed share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by one thousand two hundred fifty (1,250) corporate units with a par value of ten euros (EUR 10.-) each.

The share capital may be increased or decreased by a decision of the sole member or pursuant to a resolution of the partners, as the case may be.

The capital may further be increased by resolution of the manager(s) as set forth hereafter.

The authorised capital is fixed at five million euros (EUR 5,000,000.-) to be divided into five hundred thousand (500,000) corporate units with a par value of ten euros (EUR 10.-) each.

The manager(s) is (are) authorized during a period ending five years after the publication date of the articles of association in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C*, to execute any increase of the capital within the limits of the authorised capital in one or several times.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the manager(s) may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the units to be subscribed and issued, such as to determine the time and the number of the units to be subscribed and issued, to determine if the units are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what an extent the payment of the newly subscribed units is acceptable either on cash or assets other than cash.

The manager(s) may delegate to any duly authorised manager or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for units representing part or all of such increased amounts of capital.

Following each increase of the capital realized and duly stated in the form provided for by law, the first paragraph of this article will be modified so as to reflect the actual increase; such amendment will be recorded in authentic form by the manager(s) or by any person duly authorized and empowered by it for this purpose.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single member or, as the case may be, by decision of the meeting of the members deliberating in the same manner provided for amendments to these articles of association.

Art. 6. Transfer of Units. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

In case of plurality of members, the transfer of units inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In case of a sole member, the units of the Company are freely transferable to non-members.

In the case of the death of a member, the unit transfer to non-members is subject to the consent of members representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seize the assets or documents of the Company.

Art. 7. Redemption of Units. The Company may redeem its own units subject to the relevant legal dispositions.

The acquisition and disposal by the Company of units held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of member(s).

Title III. General Meetings of Members

Art. 8. Power of the General Meeting. The members' meeting shall be convened by the board of managers or by any two managers.

Notices for general meetings shall be given by cable, telex, telegram, telefax or by e-mail and shall be deemed to be given when sent as aforesaid.

Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the activity of the Company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 9. Vote. Each unit entitles to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognise only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such unit until one individual/entity has been appointed as the sole owner vis-à-vis the Company.

Art. 10. Single Member. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The resolutions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Title IV. Management

Art. 11. Board of managers. The Company is managed by a board of managers composed of a least 3 (three) managers, who may be members or not, appointed for a limited or unlimited period by the general meeting of members which may at any time remove them ad nutum.

The number of managers, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of partners.

The board of managers is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

Art. 12. Meetings. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman or any manager, at the place indicated in the notice of meeting.

Written or verbal notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing including by letter, telefax, or by email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any meeting held outside Luxembourg shall be void.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail another manager as his proxy, provided that a manager who is not resident in the UK for UK tax purposes may not appoint a person who is resident in the UK for UK tax purposes as his proxy. Further, a manager who is not resident in Germany for German tax purposes may not appoint a person who is resident in Germany for German tax purposes as his proxy.

A manager, other than a manager who is resident in the UK for UK tax purposes, or manager who is resident in Germany for German tax purposes may be appointed as a proxy to represent one or more of his colleagues, under the condition however that at least two managers are present at the meeting.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by video conference or by other similar means of communication allowing the identification of such manager and allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. No manager may participate in this way if that manager is physically present in the UK, and any meeting where one or more managers is physically present in the UK shall not be duly convened and any decision taken at any such meeting shall be void. A meeting held by these means of communication shall be deemed to be held at the registered office in Luxembourg.

Votes may also be cast in writing by telefax or by e-mail.

The board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 13. Minutes of the Meetings. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 14. Powers. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons, who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 15. Representation. The Company shall be bound by (i) the joint signature of any two managers of the Company or (ii) the sole signature of the sole manager; or (iii) the single or joint signature of any person or persons to whom such signatory power has been delegated by the board of managers.

Art. 16. Liability. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are liable for the correct performance of their duties.

Title V. Accounts

Art. 17. Financial Year. The financial year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year, with the exception of the first accounting year, which should begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the thirty-first December (31 December) two thousand and eight (2008).

Art. 18. Annual Accounts. The balance sheet and the profit and loss accounts are drawn up by the board of managers as at the end of each financial year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

The annual accounts shall then be submitted to the annual general meeting of members.

Art. 19. Profits, Reserves and Dividends. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, charges and provisions, such as approved by the annual general meeting of members represents the net profit of the Company.

Each year, five per cent (5%) of the annual net profits of the Company, shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

The remaining profits shall be allocated by a resolution of the general meeting of members, which may resolve:

- (i) to pay a dividend to the members proportionally to the units they hold or
- (ii) to carry them forward or
- (iii) to transfer them to another distributable reserve account of the Company.

Notwithstanding the above, the members may resolve, prior to the holding of the annual general meeting, to pay interim dividends on the future net profit of the current financial year provided that:

- (i) the annual accounts of the preceding financial year have been duly approved by a resolution of the members;
- (ii) the interim dividends are paid within two (2) months following the drawing-up by the managers of interim accounts showing that sufficient funds are available for such distribution.

If the paid interim dividends exceed the amount finally distributable to the members according to the annual general meeting, the excess is not to be considered as dividend paid on account but as an immediately due receivable of the Company towards the members.

The above provisions are without prejudice to the right of the general meeting of members to distribute at any moment to the members any net profits deriving from the previous financial years and carried forward or any amounts from any distributable reserve accounts.

Title VI. Supervision

Art. 20. Auditor. The Company may be supervised by one or several auditor(s), who need not be members.

The auditor(s), if any, shall be appointed by the general meeting of members which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office.

The auditor(s) may be removed at any time, with or without cause (ad nutum), by a resolution of the general meeting of members.

Title VII. Winding up - Liquidation- Miscellaneous

Art. 21. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members resolving such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Once the liquidation is closed, the remaining assets of the Company shall be allocated to the members proportionally to the units they hold in the Company.

Art. 22. Miscellaneous. All matters not governed by these articles of in Company shall be determined in accordance with the Commercial Companies Act dated 10 August 1915, as amended.

Subscription and paying-up

All the one thousand two hundred fifty (1,250) corporate units have been subscribed by the company OPITTOP S.A., prenamed.

All the one thousand two hundred fifty (1,250) corporate units have been fully paid in by the subscriber prenamed so that the amount of twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-) is at the free disposal of the Company, as certified to the undersigned notary.

Resolutions of the sole member

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member, represented as here above stated, representing the entire corporate capital takes the following resolutions:

- 1) The registered office of the Company is fixed in L-2320 Luxembourg.
- 2) The number of managers is fixed at 4 (four).
- 3) The following persons are appointed as Managers for a period ending at the end of the annual general meeting of the Company to be held to approve the 2008 accounts:
 - Mr Pii Ketvel, Companies Director, born in Helsinki (Finland) on June 4, 1968, residing in L-2535 Luxembourg, 20 c Boulevard Emmanuel Servais;
 - Mr Bernd Janietz, Managing Director, born in Goslar (Germany) on July 26, 1948, residing in L-1139 Luxembourg, 50, rue des Sept-Arpents;
 - Mrs Samia Rabia, Lawyer, born in Longwy (France) on February 10, 1974, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse;
 - Mr Michael Chidiac, Chartered Investment Surveyor, born in Beirut (Lebanon) on June 29, 1966, residing professionally in L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the Commercial Companies Act dated 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at one thousand six hundred euros.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the proxy holder, known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le douze décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société anonyme OPITTOP S.A., une société de droit luxembourgeois, avec siège social à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, non encore immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

dûment représentée par Madame Aurélie Melchior, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la personne comparante représentant le fondateur et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Cette partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire d'acter les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée régie par les lois applicables et les présents statuts:

Titre I^{er} . Forme - Nom - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er} . Forme - Nom. Il est créé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront associés dans le futur, une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois sous la dénomination de OPIT B S.à r.l (ci-après dénommée «la Société»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune, par résolution du conseil de gérance de la Société.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses associés. Des succursales ou d'autres bureaux pourront être établis à Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du conseil de gérance.

Si des événements d'ordre politique, économique ou social sont intervenus ou sont imminents et de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la facilité de communication entre ce siège et les personnes à l'étranger, telles que définies par la gérance de la Société, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social restera une société luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires de transfert du siège social seront prises et notifiées à toute partie intéressée par la gérance de la Société.

Art. 4. Objet Social. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, commerciale, industrielle, financière ou autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition de valeurs mobilières et de droits par voie de participation, d'apport, d'option ou de toute autre manière.

La Société pourra utiliser ses fonds pour investir dans des biens immobiliers, pour créer, administrer, développer et céder ses actifs tels qu'ils sont composés à une époque déterminée et plus particulièrement mais non limitativement, son portefeuille de titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, d'acquies par investissement, souscription, prise ferme ou option, tous titres, et tous droits de propriété intellectuelle, de les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autre et de recevoir ou d'accorder des licences relatives aux droits de propriété intellectuelle et d'accorder ou faire bénéficier aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte ou toute société du groupe, toute assistance, y compris assistance financière, prêts, avances ou garanties.

Sans préjudice quant à la généralité de l'objet de la Société, cette dernière pourra faire tout ou partie de ce qui suit:

- l'acquisition, la possession, l'administration, la vente, l'échange, le transfert, le commerce, l'investissement dans et l'aliénation d'actions, d'obligations, de fonds, de billets à ordre, de titres de créances et d'autres titres, l'emprunt d'argent et l'émission de titres de créances y relatifs, ainsi que le prêt d'argent à ou au bénéfice de sociétés dans lesquelles la Société a une participation directe ou indirecte ainsi qu'aux sociétés du groupe, à l'exclusion de toute activité bancaire;
- l'acquisition de revenus issus de l'aliénation ou de l'autorisation d'exploiter des droits d'auteurs, brevets, dessins, formules ou procédés secrets, marques ou, provenant d'activités similaires;
- l'assistance technique;
- la participation à et la gérance d'autres sociétés.

La Société pourra emprunter sous toute forme et procéder à l'émission privée d'obligations, billets à ordre, titres, certificats de toute nature, à condition qu'ils ne soient pas librement négociables et qu'ils soient émis sous forme nominative uniquement.

D'une manière générale, la Société pourra effectuer toute opération qu'elle estimera nécessaire à l'accomplissement et au développement de son objet.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Le capital social pourra être augmenté ou diminué par une décision de l'associé unique ou par une résolution des associés, selon le cas.

Le capital peut en outre être augmenté par décision du (des) gérant(s) comme il suit.

Le capital autorisé est fixé à cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-) représenté par cinq cent mille (500.000) parts sociales d'une valeur de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Les gérants sont autorisés et mandatés pendant une période prenant fin cinq ans après la date de publication des statuts dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, à réaliser toute augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une ou plusieurs fois.

Cette augmentation de capital pourra être souscrit et émis selon les termes et conditions déterminés par le(s) gérant(s), plus précisément concernant la souscription et le paiement des parts sociales à souscrire et à émettre dans le cadre du capital autorisé, tels que la période de souscription et le nombre de parts sociales à souscrire et à émettre, en déterminant si les parts sociales sont à souscrire avec ou sans prime d'émission, en déterminant dans quelle mesure le paiement des parts sociales nouvellement souscrites doit être effectué soit en numéraire soit en actifs autres que numéraire.

Les gérants pourront déléguer à tout gérant ou organe dûment autorisé de la Société ou toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des parts sociales représentant une partie ou la totalité des montants du capital ainsi augmentés.

Après toute augmentation de capital réalisée et dûment établie dans la forme prévue par la loi, le premier paragraphe de cet article sera modifié de manière à refléter l'augmentation en cause, cette modification sera constatée par acte authentique par les gérants ou par toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet.

Chaque part sociale donnera droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

Le capital social souscrit pourra, à tout moment, être modifié par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par décision de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Art. 6. Cession des Parts Sociales. Si la Société a au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

En cas de pluralité d'associés, le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément des associés donné en assemblée générale des associés représentant au moins trois-quarts (3/4) du capital de la Société.

Si la Société n'a qu'un seul associé, les parts sociales seront librement cessibles à des non-associés.

En cas de décès d'un associé, le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins trois quarts (3/4) des droits détenus par les associés survivants. Dans ce cas toutefois, l'approbation n'est pas requise si les parts sociales sont transmises soit aux héritiers ayant droit à la réserve légale, soit au conjoint survivant.

Pour aucune raison et en aucun cas, les créanciers, successeurs légaux ou héritiers ne seront autorisés à saisir des actifs ou des documents de la Société.

Art. 7. Rachat des Parts Sociales. La Société pourra, dans le respect des dispositions de la Loi, racheter ses propres parts sociales.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales de son propre capital social ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et selon les termes et conditions qui seront décidés par une assemblée générale du ou des associés.

Titre III. Assemblées Générales des Associés

Art. 8. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. L'assemblée des associés sera convoquée par le conseil de gérance ou par deux gérants.

Les convocations aux assemblées générales seront transmises par câble, télégramme, télex, télécopie ou par e-mail et seront considérés comme envoyées lorsqu'elle seront transmises comme décrit ci-dessus.

Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des associés de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la Société.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises lors d'une assemblée des associés régulièrement convoquée seront adoptées à la majorité simple des associés présents et prenant part au vote.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts pourront, à tout moment, être modifiés par l'associé unique ou par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital. Les associés pourront changer la nationalité de la Société par une décision prise à l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 9. Vote. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société ne reconnaîtra qu'un titulaire par part; lorsqu'une part sera détenue par plus d'une personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne/entité ait été désignée comme le seul propriétaire vis-à-vis de la Société.

Art. 10. Associé unique. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le cadre du premier paragraphe seront inscrites dans un procès-verbal ou prises par écrit.

Titre IV. Gérance

Art. 11. Conseil de gérance. La Société sera administrée par au moins trois (3) gérants. Les gérants n'ont pas besoin d'être associés et nommés pour une période limitée ou illimitée par l'assemblée générale des associés qui peut à tout moment les révoquer ad nutum.

Le nombre de gérants, le terme de leurs mandats et leur rémunération sont déterminés par l'assemblée générale des associés par l'assemblée générale des associés.

Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Art. 12. Réunions. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou d'un gérant, au lieu indiqué dans la convocation de la réunion.

Une convocation écrite ou verbale de toute réunion du conseil de gérance devra être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en circonstances d'urgence auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans la convocation à l'assemblée. Il pourra être renoncé à cette convocation par l'accord écrit ou par télex, télécopie ou par e-mail de chaque gérant. Une convocation séparée ne sera pas requise pour des réunions individuelles tenues aux heures et lieux prescrits dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Toute réunion tenue hors de Luxembourg sera nulle.

Chaque gérant peut intervenir à chaque réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie ou télégramme ou télex ou e-mail un autre gérant comme mandataire, mais un gérant non-résident fiscalement au Royaume-Uni ne peut pas désigner comme mandataire une personne résidente fiscalement au Royaume-Uni. De plus, un gérant non-résident fiscalement en Allemagne ne peut désigner comme mandataire une personne résidente fiscalement en Allemagne.

Un gérant, autre qu'un gérant qui réside fiscalement au Royaume-Uni ou qu'un gérant qui réside fiscalement en Allemagne, peut être désigné comme mandataire de un ou plusieurs de ses collègues, à condition qu'au moins deux gérants soient présents à la réunion.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par vidéo conférence ou autre moyen de communication similaire permettant l'identification de ce gérant et permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion de cette manière équivaut à la participation en personne à une telle réunion. Aucun gérant ne peut utiliser ce moyen si ce gérant est physiquement présent au Royaume-Uni, et toute réunion où un ou plusieurs gérant(s) est/ sont physiquement présent(s) au Royaume-Uni sera réputée ne pas être dûment convoquée et toute décision prise à de telle réunion sera nulle. Une réunion tenue par le biais de ces moyens de communication est réputée avoir été tenue au siège social à Luxembourg.

Les votes pourront également être effectués par écrit ou par télex, télécopie ou par e-mail.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit, approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que des résolutions votées lors des réunions des gérants.

Art. 13. Procès-verbal des réunions. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance devront être signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidera une telle réunion.

Des copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion devront être signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 14. Pouvoirs. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition pour le compte et dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des associés seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de diriger la gestion journalière et les affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour une telle gestion et de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à tout comité (dont les membres n'auront pas à être gérants), délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous les pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui ne devra pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 15. Représentation. La Société sera engagée par (i) la signature conjointe de deux gérants ou (ii) la signature unique du gérant unique ou (iii) la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 16. Responsabilité. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne seront pas personnellement responsables des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils seront responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Titre V. Comptes

Art. 17. Exercice Social. L'année sociale commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année, à l'exception du premier exercice, qui commencera à la date de la constitution de la Société et se terminera le trente et un décembre (31 décembre) deux mille huit (2008).

Art. 18. Comptes Annuels. Le bilan et le compte de pertes et profits seront préparés par le conseil de gérance à la fin de chaque exercice social et seront à la disposition des associés au siège social de la Société.

Les comptes annuels seront ensuite soumis à l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 19. Bénéfices, Réserves et Dividendes. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, charges et provisions, tels qu'approuvés par l'assemblée générale annuelle des associés, constituera le bénéfice net de la Société.

Chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sera affecté au compte de la réserve légale de la Société. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde du bénéfice net sera affecté par une résolution de l'assemblée générale des associés, qui pourra décider:

- (i) de payer un dividende aux associés proportionnellement à leurs parts sociales ou
- (ii) de l'affecter au compte report à nouveau ou
- (iii) de le transférer à un autre compte de réserve disponible de la Société.

Nonobstant ce qui précède, les associés pourront décider, avant la tenue de l'assemblée générale annuelle, de payer des dividendes intérimaires sur les excédents futurs de l'année sociale en cours, à condition que:

- (i) les comptes annuels de l'exercice social précédant aient été dûment approuvés par une résolution des associés;
- (ii) les dividendes intérimaires soient payés dans les deux (2) mois suivant l'établissement par les gérants des comptes intérimaires montrant la disponibilité de fonds suffisants pour une telle distribution.

Si les dividendes intérimaires payés excèdent le montant finalement distribuable aux associés selon l'assemblée générale annuelle, l'excès ne devra pas être comptabilisé comme un acompte sur dividende mais comme une créance immédiatement exigible de la Société envers les associés.

Les dispositions ci-dessus sont établies sans préjudice du droit de l'assemblée générale des associés de distribuer à tout moment aux associés tout bénéfice provenant des précédents exercices sociaux et reporté ou de toute somme provenant des comptes de réserve distribuable.

Titre VI. Surveillance

Art. 20. Commissaire aux comptes. La société pourra être surveillée par un ou plusieurs réviseurs qui n'ont pas à être associés.

Le ou les réviseur(s), s'il en est, seront désignés par l'assemblée générale des associés qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que le terme de leur mission.

Le ou les réviseur(s) pourront être révoqués à tout moment avec ou sans motif (ad nutum), par résolution de l'assemblée générale des associés.

Titre VII. Dissolution - Liquidation - Divers

Art. 21. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée générale des associés décidant la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Le décès, la suspension des droits civils, la banqueroute ou la faillite de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettra pas fin à l'existence de la Société.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement aux parts qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Divers. Tous les points non régis par ces statuts seront déterminés en conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et libération

Toutes les mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales ont été souscrites par la société OPITTOP S.A., prénommée.

Toutes les mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales ont été intégralement libérées par la souscriptrice pré-nommée, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, prend les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social de la Société est fixé à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
- 2) Le nombre de gérants est fixé à 4 (quatre),
- 3) Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérant pour une période prenant fin après l'assemblée générale annuelle qui doit être tenue pour l'approbation des comptes 2008:
 - Monsieur Pii Ketvel, Directeur de société, né à Helsinki (Finlande) le 4, juin 1968, demeurant au, 20 c, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg;

- Monsieur Bernd Janietz, Directeur général, né à Goslar (Allemagne) le 26 juillet 1948, demeurant au 50, rue des Sept-Arpents, L-1139 Luxembourg;

- Madame Samia Rabia, Avocate à la Cour, née à Longwy (France) le 10 février 1974, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;

- M. Michael Chidiac, Chartered Investment Surveyor, né à Beyrouth (Liban) le 29 juin 1966, demeurant professionnellement au 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles ont été remplies.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à cet acte sont estimées à mille six cents euros.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante susnommée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Après lecture et traduction du document faite en langue connue de la mandataire, connue du notaire par son nom, prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Melchior, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 décembre 2007, Relation GRE/2007/5638. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 janvier 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008010758/231/523.

(080006698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2008.

Status S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 73.724.

Par résolution signée en date du 17 décembre 2007, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Nomination de Monsieur Pascal Roumigué, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006 et qui se tiendra en 2007.

- Nomination de Madame Marie-Hélène Claude, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006 et qui se tiendra en 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008010101/581/19.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02673. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

S-Process Equipment International S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.874.

Par résolution signée en date du 10 décembre 2007, les associés ont pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Sandrine Anton, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet immédiat.

- Nomination de Monsieur Philippe Leclercq, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008010103/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02674. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.191.

Par résolution signée en date du 21 novembre 2007, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet au 23 novembre 2007.

- Le mandat de Madame Peggy Murphy, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant B, venant initialement à échéance le 7 septembre 2007, a été prolongé avec effet au 23 novembre 2007 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Référence de publication: 2008010114/581/18.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02722. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

TDS Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 59.601.

Lors de l'Assemblée Générale Annuelle reportée tenue en date du 14 décembre 2007, les actionnaires de la société ont pris les décisions suivantes:

- Renouvellement du mandat des administrateurs suivants avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice se terminant au 31 décembre 2007 et qui se tiendra en 2008:

- Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Walt Kneuer, avec adresse au 68, Cobblecreek Road, Victor, USA-14564 New York, Etats-Unis (également en tant que délégué à la gestion journalière)

- Carine Van Landschoot, avec adresse au 11, St. Lambertusstraat, B-3722 Kortesseem, Belgique (également en tant que délégué à la gestion journalière)

- Jos Opdeweegh, avec adresse au 39, Koningsstraat, B-3900 Overpel, Belgique (également en tant que délégué à la gestion journalière)

- Renouvellement du mandat de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en tant que commissaire avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice se terminant au 31 décembre 2007 et qui se tiendra en 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008010105/581/26.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02676. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Sama Trademark Investments B.V., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 18.200,00.**

Siège de direction effectif: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 87.671.

Extract of the sole shareholder's resolutions taken on November 15th, 2007

1. The resignation of Mr Carlo Schlessler as Manager of the Company is accepted with effect as of November 13th 2007.

2. Mrs Chantal Mathu, private employee, with professional address at 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, is appointed as Manager in replacement of Mr Carlo Schlessler with immediate effect for an unlimited period.

Certified true copy

Suit la traduction française de ce qui précède:*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 15 novembre 2007*

1. La démission de Monsieur Carlo Schlessler comme administrateur de la Société est acceptée avec effet au 13 novembre 2007.

2. Madame Chantal Mathu, employée privée, résidant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg est nommée gérante en remplacement de Monsieur Carlo Schlessler avec effet immédiat et ce pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 15 novembre 2007.

Certifié sincère et conforme

SAMA TRADEMARK INVESTMENTS B.V.

C. Mathu / A. Renard

Gérante / Gérant

Référence de publication: 2008010484/795/28.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03083. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Treveria G S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 116.356.

Par résolution signée en date du 27 novembre 2007, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Pascale Nutz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet immédiat.

- Nomination de Monsieur Stéphane Bourg, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008010107/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02706. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Bluetouch Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 121.208.

Par résolution signée en date du 21 novembre 2007, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet au 23 novembre 2007.

- Nomination de Madame Peggy Murphy, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet au 23 novembre 2007 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Référence de publication: 2008010110/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02717. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Darmo Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.120,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 114.716.

Il résulte de différents contrats de cession en date du 4 octobre 2007 que les trois cent vingt (320) parts sociales de la Société ont été transférées à DARMO HOLDINGS S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.377 et ayant un capital social de EUR 12.500,-.

Il en résulte que DARMO HOLDINGS S.à r.l. est l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

Pour DARMO INVESTMENTS S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008010129/250/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM02962. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 116.501.

Par résolution signée en date du 21 novembre 2007, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet au 23 novembre 2007.

- Nomination de Madame Peggy Murphy, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet au 23 novembre 2007 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Référence de publication: 2008010112/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02723. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Bluetouch Investments (Luxembourg) Number 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.548.

Par résolution signée en date du 21 novembre 2007, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet au 23 novembre 2007.

- Le mandat de Madame Peggy Murphy, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant B, venant initialement à échéance le 7 septembre 2007, a été prolongé avec effet au 23 novembre 2007 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.

Référence de publication: 2008010116/581/18.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2008, réf. LSO-CM02720. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080005599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

JP Residential III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 80B, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 107.834.

En date du 7 décembre 2007, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

de renouveler les mandats de

- Monsieur Karl-Erbo Graf Kageneck
- Monsieur Daniel Graf von der Schulenburg

en tant que gérants de la société avec effet immédiat et à durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2007.

JP RESIDENTIAL III S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008010131/250/19.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL04900. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.

Univar Monaco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 132.648.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 11 octobre 2007, que AIM SERVICES S.à r.l. a transféré 12.500 (douze mille cinq cents) parts qu'elle détenait dans la Société à:

- MONACO CAYMAN CO., une company limited by shares, constituée et régie selon les lois de Cayman Islands, ayant son siège social au 87 Mary Street, Walker House, George Town, Grand Cayman, enregistrée au The Register of companies of Cayman Islands, sous le numéro WK 195582.

Depuis cette date, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

MONACO CAYMAN CO., 12.500 (douze mille cinq cents) parts.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2007.

UNIVAR MONACO LUXEMBOURG S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008010127/250/21.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2008, réf. LSO-CM03053. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080006063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2008.
